

Lunéville, le 4 juillet 2018

LA FRACTURE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES TERRITOIRES EST EN MARCHÉ

«
■ Après avoir restreint considérablement les dispositifs de soutien à l'accession et à l'investissement locatif dans les territoires les concentrant dans les cœurs de métropole,
■ après avoir considérablement diminué l'autonomie fiscale du bloc communal à travers la suppression programmée de la taxe d'habitation,
■ après avoir omis de prendre la mesure effective des hausses colossales de mineurs non accompagnés dans les départements ni même compenser à due proportion les aides individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH),
■ après avoir restreint les compétences de la région dans le cadre de la réforme de l'avenir professionnel menaçant des filières entières dans nos territoires,
... les associations des maires, départements et régions de France ont RAISON de se retirer de la conférence nationale des territoires.

Je dénonce depuis plusieurs mois les faux-semblants du gouvernement sur sa politique qui met à mal la cohésion des territoires. Les iniquités progressent, la recentralisation est EN MARCHÉ.

Plus grave, la représentation nationale ne joue plus son rôle, nuisant ainsi à la vitalité démocratique, omettant de considérer l'intelligence territoriale :

La majorité ne porte pas la voix des territoires et confond au quotidien son rôle de législateur avec celui de porte-parole du gouvernement. La Constitution pourtant prévoit à son article 24 que le Parlement « contrôle l'action du gouvernement et évalue les politiques publiques ».

De plus, l'équilibre de nos institutions avec cette confusion apparente entre la majorité et la haute fonction publique de Bercy nuit à la prise en compte des réalités de terrain.

Il est urgent que le Président MACRON et sa majorité respectent enfin les collectivités locales, qu'ils arrêtent de les asphyxier budgétairement de manière inéquitable, qu'ils compensent de manière juste les missions qui leur confient et surtout qu'ils les considèrent comme des partenaires, légitimes, et de confiance.

J'en appelle à une vraie politique d'aménagement équitable du territoire, confortant les collectivités locales, ce qui génèrera, par leur investissement ainsi soutenu, de l'emploi local. »